

> SUITE...

Une véritable politisation de la jeunesse s'est faite à travers des débats ayant lieu sur les revendications du mouvement, amenant ainsi à se poser des questions sur la société en générale. Une coordination locale s'est aussi mise en place : elle faisait le lien avec le mouvement étudiant en se réunissant à la fac permettant un bilan des différents lycées mobilisées et un échange des expériences. Des délégués ont été envoyés aux coordinations nationales d'Aix en Provence et de Lille.



Lis la presse révolutionnaire !



RED, le mensuel des Jeunesses Communistes Révolutionnaires



ROUGE, l'hebdo de la Ligue Communiste Révolutionnaire

## ★ QUI SOMMES NOUS ?

Nous nous battons pour un changement radical de la société. Nous luttons pour une société débarrassée de toute exploitation et aliénation, une société sans racisme, sans sexisme, où chacun aura son mot à dire et trouvera un emploi et un logement corrects, c'est à dire une société vraiment socialiste, bien loin des déformations et caricatures stalinienne. Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une rupture radicale avec l'ordre existant.

Aucune confiance à ceux qui nous répètent que nous vivons dans le meilleur des mondes, à ceux qui, de la droite dure à la gauche molle, acceptent de gérer ce système ! Nous, nous misons sur l'émergence collective de la population, des jeunes, des travailleurs sur la scène politique.

Il nous faut imposer une réelle démocratie, fondée sur le contrôle, mais aussi sur de nouveaux rapports économiques basés sur le partage du travail et des richesses.

- le site national de la LCR [www.lcr-rouge.org](http://www.lcr-rouge.org)
- le site national des JCR [www.jcr-red.org](http://www.jcr-red.org)



Bulletin des jeunes de la Ligue Communiste Révolutionnaire de Nantes

# EDITO

En l'espace d'un an, des centaines de milliers de jeunes ont vécu leurs « mini » Mai 68. De la mobilisation lycéenne contre la loi Fillon au mouvement anti-CPE, sans oublier les révoltes des quartiers du mois de novembre, une mobilisation radicale et massive a soulevé une jeunesse, issue de conditions différentes mais refusant un horizon commun : la perspective d'un avenir précaire. Cette génération, qui est encore loin d'être unifiée, est la première à se battre parce qu'elle sait que, sans résistance, elle sera condamnée à vivre moins bien que ses parents (50% de chômage dans certains quartiers, jeunes scolarisés obligés de travailler,...).

Ces explosions sociales ont épousé des formes différentes. Pourtant, tous ces jeunes se sont confrontés au même État, aux mêmes bataillons de CRS devant les lycées et dans les cités, aux mêmes coups de matraque, aux mêmes arrestations musclées de la BAC, aux mêmes procès à la chaîne. Beaucoup d'observateurs, présents durant les arrestations ou aux audiences, de journalistes ou d'avocats, décrivent la brutalité des interpellations, souvent hasardeuses, contre les « coupables », ou encore la lourdeur des peines.

Depuis maintenant un an, la police et la justice travaillent à la chaîne. Cet acharnement répressif prouve que le pouvoir n'a pas dit son dernier mot. Il veut faire des exemples afin de mater la contestation, en faisant payer aux jeunes le prix de son récent échec sur le CPE.

Alors, maintenant, imposons l'amnistie !

Olivier Besancenot



Pour prendre contact avec les jeunes de la LCR 44

NOM .....

PRENOM .....

Adresse .....

Téléphone .....Email .....

Tu peux soit donner ce coupon à un militant, soit l'envoyer à cette adresse : LCR 44 ; 17, rue Paul Bellamy 44000 Nantes, ou bien encore nous envoyer un email à [lcrnantes@yahoo.fr](mailto:lcrnantes@yahoo.fr). Nous disposons d'un site Internet : [lcr44.free.fr](http://lcr44.free.fr)

## ► Israël poursuit la guerre contre le Peuple palestinien, avec le soutien de l'Union européenne

Neuf morts et des dizaines de blessés, c'est le bilan dramatique du premier attentat perpétré le 20 avril dernier à Tel-Aviv après trois mois de trêve. Réalisé pendant les fêtes de Pessah (la pâque juive) et le jour de la première réunion du nouveau Parlement israélien, cet attentat est la conséquence directe de la politique du gouvernement israélien.

Avec la création d'une « zone tampon » et l'exécution de trois membres du Djihad islamique au cours d'une « opération de liquidation », le gouvernement israélien démontrait que l'évacuation des colonies de Gaza, en août dernier, n'avait nullement affranchi cette zone de la tutelle israélienne.

Dans le même temps, la construction d'un mur digne du Berlin de la guerre froide à l'intérieur des territoires occupés de Palestine met en cause la possibilité de voir s'ériger un jour un État viable et souverain sur la totalité des territoires conquis par Israël en 1967. D'autant que le même mur annexe déjà Jérusalem-Est. Enfin seules

quelques colonies « sauvages » sont démantelées pour jeter de la poudre aux yeux des médias occidentaux complaisants. La colonisation « officielle », elle, se poursuit sans encombre au détriment des populations arabes.

Jamais la détresse du peuple palestinien n'a été aussi forte. L'unique point de passage vers Gaza est pratiquement fermé et, désormais, le pain est rationné. En quinze jours, Israël a envoyé sur cette bande de 40 kilomètres de long et dix de large, 2 300 obus et 34 missiles. Dans un tel enfer de violences quotidiennes insupportables, comment s'étonner que des attentats-suicides se produisent en Israël ?

Pourtant, le peuple palestinien est l'un des rares de la région à connaître des élections démocratiques. Mais pour l'Etat israélien et ses alliés



Le plan du Hamas, celui d'Abou Mazen et celui du gouvernement Israélien

occidentaux, les palestiniens ont « mal votés » en sanctionnant le Fatah du président Mahmoud Abbas, et en donnant le pouvoir au mouvement islamique et nationaliste Hamas. A la suite des Etats-Unis, l'Union européenne et même de nombreux États arabes viennent de suspendre leur aide financière à l'Autorité palestinienne. « Nous allons mettre les Palestiniens au régime sec sans les affamer », avait déclaré avec cynisme Dov Weisglass, un conseiller du Premier ministre israélien. Désormais, 140 000 fonctionnaires ne sont plus payés, plus de 70 % de la population sont au chômage, 75 % des habitants survivent avec moins de deux euros par jour... Chirac, de Villepin et Douste-Blazy ont partagé pleinement cette décision inqualifiable.

Les bombardements de la bande de Gaza par l'armée israélienne, entraînant la mort de 15 personnes, la poursuite de la construction du mur, l'interruption de l'aide financière participent d'une seule et même politique de destruction du peuple palestinien et de la société qu'il constitue.

Sur le long chemin de souffrances qui est le leur, les Palestiniens ont plus que jamais besoin de notre solidarité. Et, pratiquement, de notre action pour bloquer l'engrenage dévastateur de la spoliation dont ils sont les victimes.

Pour soutenir les Palestiniens, signez la pétition exigeant le rétablissement de l'aide financière de l'Union Européenne sur [http://www.mrap.fr/petitions/aideuro/Petition\\_signForm](http://www.mrap.fr/petitions/aideuro/Petition_signForm)

## ► Retour sur la mobilisation lycéenne à Nantes

Le mouvement lycéen sur Nantes a été en tout point de vue une réussite exemplaire, de part son étendue, sa durée et son intensité.

En effet, la majorité des lycées se sont mobilisés, qu'ils soient publics, privés, technologiques ou professionnels, en utilisant la plupart du temps le blocus. Bloquer un lycée n'est pas une finalité en soi, les lycéen-nes l'ont bien compris, mais un moyen pour construire le mouvement, pour ne pas se diviser, pour éviter les sanctions administratives et pour préparer les manifs.

Malgré les pressions de parents d'élèves, de lycéens prônant la reprise des cours ou de proviseurs rétifs, les blocages ont duré parfois plus de deux semaines et ils ont permis l'établissement d'une véritable auto-organisation.

Les décisions étaient prises en Assemblées Générales, des votes se déroulaient pour choisir la direction locale du mouvement, des commissions voyaient le jour, des opérations étaient organisées comme les « opérations escargots » consistant à bloquer temporairement la circulation afin de parler avec les automobilistes. Des photocopiés des cours étaient parfois disponibles grâce à la participation des professeurs qui n'hésitaient pas à se réunir eux aussi en Assemblées et à apporter leur soutien aux élèves. > **SUITE AU VERSO**